

<http://lipietz.net/La-non-imagination-au-pouvoir>

Vert-contact, 1994

# La non-imagination au pouvoir

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : 1994

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

## Commentaire sur le projet de budget 1995

# La non-imagination au pouvoir

Pour lire le texte, cliquer ici :

EDFIO

**La non-imagination au pouvoir**

Selon tous les observateurs, le projet de loi de finances 1995 se caractérise essentiellement par l'immobilisme et la reprise de la hausse des impôts. Disons le clairement : il n'y a rien de scandaleux, en période de reprise économique, à viser le retour à l'équilibre du budget de l'Etat. Ce qui pose problème, c'est le manque de rigueur et d'imagination dont fait preuve le gouvernement.

Augmenter les recettes n'est pas en effet la seule manière de rééquilibrer les comptes. On peut d'abord éliminer les dépenses inutiles. Quand donc la France se décide-t-elle à toucher les dividendes de la paix en diminuant de façon drastique le budget militaire ? On peut ensuite abaisser la charge de la dette, par une politique monétaire active. Combien de temps tolérerons-nous des taux d'intérêt usuraires (6,5% en termes réels pour les rentiers !) ? Il est vrai que, pour faire baisser le taux d'intérêt de la dette publique, il faudrait remettre en question l'indépendance des Banques centrales et autres dogmes de Maastricht.

Donc, on augmentera les impôts, de 13,5 milliards pour les ménages, essentiellement par le biais du prix de l'essence... mais en sanctionnant d'abord l'essence sans plomb (voir *Veri Contact* n° 347) ! Et, fidèle à sa base sociale, M. Balladur offre en compensation aux plus riches la demi-gratuité de leur femme de ménage.

Quant aux entreprises, après leur avoir offert plus de 110 milliards l'an dernier (suppression du décalage d'un mois de la TVA), on ne leur en reprend guère que 3 et demi, par la baisse de la prise en charge par l'Etat Central d'une part de la Taxe professionnelle prélevée par les collectivités locales... Cette mesure compliquée efface à elle seule le peu d'effort consenti pour l'aménagement du territoire ! Et n'oublions pas que la loi Quinquennale sur l'Emploi prévoit la poursuite de la fiscalisation des allocations familiales... mais sans rendre aux salariés, sous forme de réduction de la durée du travail, les cotisations sociales ainsi abolies.

Beuf : Balladur fait mal même ce qui pourrait l'être bien. Il est vrai que sur ce point il ne se différencie guère de ses prédécesseurs...

Alain LIPPIETZ